

Faire de l'enseignement supérieur et de la recherche, une priorité pour le pays : comment ?

L'enseignement supérieur et la recherche (ES-R) doivent constituer l'une des priorités du gouvernement. Pour que cet objectif ne reste pas qu'un slogan, le SNCS livre ici quelques pistes budgétaires.

Certes, le gouvernement a raison quand il dénonce la situation financière catastrophique dans laquelle la droite laisse le pays : une dette record, qui s'est accrue de 600 milliards depuis 2007, notamment du fait des somptueux cadeaux fiscaux, ce qui limitent aujourd'hui les marges de manœuvres. Mais la situation de l'ES-R est pire encore. En dix ans, le retard en matière de recherche (publique et privée) par rapport à des pays qui nous devançaient déjà, s'est accru de l'ordre de 30 %. Hors inflation et changements de périmètres budgétaires, nous n'avons rien vu, ou presque, du 1,8 milliard de plus par an promis par Sarkozy pour l'ES-R. À ce bilan calamiteux s'ajoutent les cadavres dans le placard, soit plus de deux milliards pour le seul Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : actions non budgétisées, retards de paiements, Plan campus non commencé, dettes énormes auprès des organismes internationaux, etc.

On ne redressera pas la situation financière, économique et sociale, le niveau de culture et de qualification, la formation d'enseignants de tous niveaux, celle d'ingénieurs et de chercheurs nécessaires à la réindustrialisation du pays, sans viser à rattraper le retard colossal accumulé par la droite depuis 2002 en matière d'ES-R. Le gouvernement fait de l'école sa priorité majeure, ce qui aura un impact concret à 10 ou 20 ans. C'est un effort similaire qu'il faut produire sur dans l'ES-R, avec un impact positif souhaitable à échéance de 3 à 10 ans.

Pour atteindre l'objectif -- pourtant plus qu'insuffisant de l'avis de l'auteur -- de 3 % du Produit intérieur brut (1) pour la recherche dans dix ans, dont 1 % pour la recherche publique (2), **C'EST 1,3 MILLIARD DE PLUS PAR AN** qu'il faudrait investir dans l'enseignement supérieur et la recherche publique : universités, organismes, voire agences (3). Soyons très clairs : s'il est indispensable de développer fortement la recherche industrielle, l'innovation, les programmes industriels, les recherches finalisées, ce serait un leurre de le faire sans un effort similaire en faveur de la recherche fondamentale. Les pays les plus avancés en matière d'innovation sont aussi ceux qui investissent le plus dans le progrès et la transmission des connaissances.

Cet objectif conditionne le redressement économique, culturel et social du pays pour la décennie qui vient. C'est la condition pour rétablir ce flux de jeunes s'orientant vers les métiers de l'enseignement ou de la recherche, pour mettre fin à l'insupportable précarité dans les professions scientifiques, pour former beaucoup plus de docteurs et d'ingénieurs-docteurs, pour donner aux enseignants-chercheurs plus de temps à consacrer à la recherche et, in fine, pour disposer d'un potentiel suffisant pour remettre à niveau notre recherche, publique et privée (4).

1,3 milliard de plus par an, cela représente « en cumulé » près de 20 milliards de plus sur 5 ans ($1,3 + 2 \times 1,3 + 3 \times 1,3 + \dots$). C'est cette somme qu'il faut programmer, pas même pour rattraper notre retard, mais simplement pour ne pas l'accroître. Comment, dans le contexte que l'on sait, réunir une telle somme ? Donnons des ordres de grandeur.

- **D'abord en reconstruisant notre système sur la base de la coopération entre organismes et universités**, en éliminant toutes les structures bureaucratiques dont on oublie trop souvent qu'elles sont aussi très onéreuses, tout en transférant progressivement 500 millions de l'ANR vers les établissements. Gain : de l'ordre de 3 milliards.
- Bien entendu, **en remettant à plat les actions du « Grand emprunt »**, en supprimant les nouvelles gouvernances créées et en bannissant le concept de « périmètre d'excellence », en négociant avec chaque territoire un plan de développement à 10 ans, en faisant entrer progressivement ces procédures dans les processus budgétaires normaux en utilisant sur 5 ans la moitié du capital prévu par l'emprunt pour l'enseignement supérieur et la recherche publique. Gain : 8,5 milliards.
- **En utilisant pour les constructions universitaires les intérêts des 5 milliards du « Plan campus »** non utilisés depuis 2008. Gain : 1,5 milliard.
- **En transformant profondément le Crédit impôt recherche** : utilisation pour moitié pour les PME et les programmes de recherche industrielle, reversement progressif de l'autre moitié à la recherche publique. Gain sur 5 ans : environ 7 milliards.

Comme on le voit, la simple reconstruction de notre système lui donnerait les moyens de son redressement en éliminant l'extraordinaire gaspillage organisé par la droite pendant 10 ans. Mais il faudra davantage si on prend en compte la vie étudiante, la limitation des heures supplémentaires, l'amélioration de l'encadrement et des carrières.

1. Insuffisant, car à cette date une dizaine de pays auront dépassé 4% voire 5%. Nous devançons déjà très nettement : Finlande, Corée, Israël, États-Unis, Allemagne, Japon, Suède, Autriche, Taiwan, Danemark, Suisse, etc.
2. Incluant la recherche universitaire et 50 % des salaires, mais non la Vie étudiante et l'amélioration de l'encadrement.
3. La France investit 0,55 % du PIB dans ces trois entités (Allemagne : 0,75 %) qui constituent la recherche publique dans les autres pays.
4. Il conviendrait de créer 6000 emplois par an pendant 10 ans. Nous y reviendrons.